

Moiens sommaires pour M^{re} Anthoi-

ne Caillet Chanoine de l'Eglise S. Hilaire de Poi&iers subrogé
au lieu & droit de maistre Pierre Sabourin demandeur en re-
queste ciuille & deffendeur & opposant a la complainte.

Contre maistre Pierre Maugier deffendeur a la requeste ciuille, &
demandeur & cōplaignāt pour le possessoire de ladite prebāde.
Et le chappitre dudit saint Hilaire interuenant.

PRemierement le demandeur ne representera point
les moyens de sa requeste ciuille, parce qu'ils sont si
notoires & indubitables au proces, qu'il n'est besoing
d'en faire plus particulier discours.

Pource qui concerne la complainte & le tiltre de
ladite prebāde, Maugier y est aussi mal fondé (o correction) par
plusieurs moyens subordinates. *ion*

Primò, Le breuet de nomination fait par le Roy a Maugier de
la premiere prebende vacante en ladite Eglise pour son adue-
nement a la couronne, à cy deuant esté effectué & remply de la
prebāde de Saueuse, laquelle ledit Maugier auroit obtenue, &
depuis icelle resignée a maistre Ichā Dreux, qui en auroit esté pour-
ueu & disposé a sa vollonté. Tellemēt que Maugier plaide sans in-
terest ne pouuant plus auoir ny demāder autre prebende en ladite
Eglise *in vim* de son breuet *per textum in cap. si clericus de prebend. in 6.*

Secundò, quand il ne seroit remply, que sy, ceste prebāde n'est
affectée a son don n'ayant vacqué par mort, ains par resignation.

Tertiò, quand il ny auroit resignation que sy, Maugier ne seroit de
rien mieux fondé, parce qu'il n'a tiltre canonique ny coloré, il a
vne prouision *ab executre suo*, le Chancellier de l'vniuersité de Pa-
ris il est vray, *sed non habuit potestatem conferendi*, parce que l'executeur
non potest conferre, sinon apres le reffus de l'ordinaire *cui directum est
mandatum*, Or Maugier n'a requis au chapitre de saint Hilaire &
n'en fait apparoir, & partant son tiltre est incolore comme baillé,
a potestatem non habente conferendi, attendu que le pouuoir dudit exe-
cuteur ne commence qu'apres le reffus du collateur comme dict
est, & hoc certi iuris est.

Il produict vn acte de requisition fait soubz escriture priuée



qui ne vault & doit estre reiecté, & quant il seroit valable en sa forme que non, ne vaudroit en sa substance, n'estant fait dedans les six mois, ains apres l'an seulement.

Les requisitions doibuent estre faictes dedans les six mois *hoc iure utimur*, pout tous expectās, graduez, indultaires, mandataires & autres *glossa prag. tit. de collat. S. item quod omnia, ad verbum, scilicet in medio glossa & ibi Probus. Rebuff. tract. nominat quest. 17. & 20.* & l'usage ordinaire par tout le Royaume, & consequemment estant faicte vn an apres n'est soutenable *Adde* que Maugier n'a impetré sa prouision que deux ans & huit mois apres la pretendue vacation, & vingt mois apres sa pretendue requisition ny estant plus receuable. Car cest vne maxime certaine en droit, *quod negligentia impetrantis facit expirare, gratiam per textum in Cap. tibi qui de rescrip. in 6. & in d. Cap. si clericus.* Ioinct que ledit Grolleau estoit paisible possesseur, non seulement annal, mais triennal.

Quartò, Maugier ne pourroit pas desnier qu'il ne fust subiect a la preuention de Romme, comme les indultaires & autres expectās,

Or en ceste cause il se rencontre double preuention contre Maugier, l'vne par la prouision obtenue par Seicher sur la resignation de Grolleau, laquelle est du 20. iour de Iuing 1596. & l'autre preuention est par la nouuelle prouision obtenue par Sabourin à la resignation dudit Seicher, laquelle contient toutes les clauses generalles, & est vn nouveau tiltre excluuant tous autres posterieurs elle est du dernier iour de Mars 1597. vnze mois auparauant celle de Maugier, laquelle n'est que du 12. Feburier 1598. Tellemēt que sans doute Maugier est preuenue, quant d'ailleurs sa prouision seroit bonne que non, de sorte qu'il n'est plus question de voir n'y d'examiner les tiltres & prouisiōs qui ont esté faictes de ceste prebande, precedentes certe cy, laquelle seule suffist pour exclure ledit Maugier.

Ne sert de dire que Seicher & Sabourin n'ont pris possession, d'autant que Grolleau leur resignant demouroit tousiours possesseur & tenoit le lieu, & le resignataire n'a temps limité pour prendre possession, & suffist qu'il la preine *viuo resignante ex dispositione reg. de publican. resignat.*

Quintò, est a noter que lors du deces de Tondreau aduenue en Aoust 1595. Maugier n'auoit encores point fait signifier son breuet au chapitre, lequel partant n'auoit point les mains liees, & pouuoit conferer libremēt, car la signification dudit breuet faicte

*est noua prouisio
cum cessione iuris*

au chappitre de saint Martin de Tours en l'an 1591. par permissiō du cōseil, ne pouuoit seruir audict Maugier que pour le temps des guerres: mais Poictiers estant reduict des le mois de Iuillet 1594. Il est certain que Maugier estoit tenu de notifier au chapitre pour les vacations a aduenir, ce que n'ayant fait que le dixneu-
 hesme Decembre 1595 est certain que les prebandes qui auoient vacqué depuis la reduction de Poictiers n'estoient point affectees a sa nomination, aussi ne les auoit-il requises ny poursuuies.

Sexto: il y a deux fins de non recepuoir pertinentes contre Maugier: La premiere de l'ord. 39. art. 61. qui ne reçoit les cōplainctes apres l'an. Or est-il que lors que Maugier fut pourueu & forma sa cōplainte cōtre Grolleau qui fut au mois d'April 1598. il y auoit deux ans & huit mois que ledict Grolleau possedoit ladite prebande, & consequemment la complainte non recepuable, de dire que Grolleau n'estoit possesseur, & qu'il auoit resigné, & consequemment qu'il ne pourroit se preualloir des moyens qui competent au possesseur: La responce est pertinente & notoire que le resignant tiēt le lieu & iouist tousiours, *vsque ad aduentum successoris, vt in l. meminisse. ff. de offic. procons. & legat.* & tout ce que le resignāt, fait nuit, ou profite a son resignataire, & encores auourd'huy Grolleau est possesseur de ladite prebande, n'ayant esté depossédé n'y autre esté receu en son lieu par le chapitre.

La seconde fin de non recepuoir est, *ex decreto de pacificis possess.* qui a lieu contre Maugier, d'autant que *non mouit litem intra trienniu*, quoy que soit n'a communiqué tiltres ny cōtesté comme il est requis par la dispositiō dudit decret, *in §. lis autē quo ad futuras. In Pragmat. & concord.* Car la procedure qu'il a fait & l'arrest qu'il a obtenu ne luy peuuent proffiter estāt vne procedure nulle, outre qu'il n'a iamais communiqué tiltres ny capacités au proces, tellement que la possession de Grolleau a esté pacifique, & *sine lite*, ce qui rend son tiltre asseuré & de tous les successeurs, sinon qu'on y vint par leur incapacité ou aultre nouuelle ouuerture de vacation, *quod etiam est certi iuris.*

Voila des moyens de fait & de droict plus quil n'en faut sous correction pour exclure Maugier, & obtenir par le demandeur arrest de pleine maintenue contre luy s'il plaist au Conseil.

Quant à l'interuention du Chapitre elle n'est receuable n'ayant interest en la cause au contraire l'on fait parler ledit Chapitre cōtre sa propre vtilité & contre la charge qu'il a baillée, veu qu'il a

interest d'exclure Maugier & le faire declarer remply comme il est, en tout euenement l'interest dudit Chapitre ne concerne pas le tiltre de ladiete prebande & consequemment son interuention ne doit empescher le Iugemēt diffinitif du proces possessoire d'entre ledit demandeur & Maugier, sans preiudice des droicts dudit Chapitre pour lesquels il pourra se pouruoir ainsi quil verra estre à faire.

Notera le Conseil s'il luy plaist que Maugier n'allegue pour luy aucuns moiens de fait ny de droit qui meritent responce & ne respond non plus aux moyens du demandeur tellement quil les recognoist pertinans veritables & decisifs cōme ils sont sous correction du Conseil, seulement se veult preualoir d'une responce faite par Sabourin resignant du demandeur employee par l'exploict de complainte à luy fait à la requeste de Maugier qui est vn moyen si apparemment friuolle quil ne merite responce. Combien que le demaudeur y aye suffisamment respondu & satisfait au proces.

Il dit aussi que Seicher & Sabourin n'ent prins possession & que partant ils n'ont peu resigner, mais au contraire il est certain de droit & se pratique ainsi *quod quis potest resignare beneficium possessione non adeptam & nundum acceptato beneficio per textum in l. 5^a auia C. de iure delib. & beneficium ante adeptam possessionem permutari potest ut per Imol. in Cle. 1. de ver. permunt. gloss. prāgm. tit. de collat. §. item quod vniuersitates ad verbum possidebunt in medio gloss.*

Il y a plusieurs autres moyens que le Conseil sçaura trop mieux recueillir dud it proces.

Monsieur Deu faict son rapporteur.

Perriquet

